



PAS DE JACHÈRE POUR LES SALAIRES!

Les débuts d'années riment souvent avec négociation annuelle obligatoire sur les salaires. Alors qu'en 2023, la moyenne des augmentations de salaires se situait entre 4% et 5%, les prévisions pour l'année 2024 sont en baisse. Selon plusieurs études, elle ne dépasserait pas la barre des 4%. Pour autant, les dépenses courantes ne baissent pas. Au contraire, le gouvernement envoie aux salariés la facture du « *quoi qu'il en coûte* » en décidant d'augmenter de près de 10% le prix de l'électricité au 1^{er} février.

C'est dans ce contexte que depuis quelques semaines, le monde de l'agriculture se mobilise pour une amélioration des conditions de vie et pour obtenir une meilleure rémunération de son travail.

Confrontés à des politiques agricoles nationales et européennes qui créent les conditions d'une concurrence déloyale, les salariés agricoles subissent de plein fouet à la fois l'inflation et la crise qui pèse sur la politique sociale du secteur. Les travailleurs agricoles ne vivent plus de leur travail, alors qu'ils nourrissent la population. À l'image de l'exigence de souveraineté industrielle, la souveraineté alimentaire doit devenir un enjeu prioritaire pour la relance de la production en France.

Le gouvernement doit trouver une solution pérenne et équitable à cette crise. FO revendique l'amélioration de la rémunération et des conditions de travail des salariés et des agriculteurs. Ces revendications sont partagées par tous les travailleurs, qui subissent les salaires trop bas, la détérioration du pouvoir d'achat, les temps partiels subis, les difficultés à boucler les fins de mois, la sous-valorisation des métiers, les écarts de salaires entre les femmes et les hommes...

Ces revendications, nous les portons auprès des pouvoirs publics, auprès du Premier ministre et auprès de la ministre du Travail, que nous avons récemment rencontrés. Mais nous ne les avons pas retrouvées dans le discours de politique générale du Premier ministre.

« *Déverrouiller, désmicardiser, débureaucratiser* », tel était le leitmotiv du propos de Gabriel Attal devant l'Assemblée nationale. Le Premier ministre a annoncé pêle-mêle une large simplification des normes, une nouvelle réforme du droit du travail visant à négocier certaines règles uniquement au niveau de l'entreprise, une nouvelle réforme de l'Assurance chômage

pour durcir les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi, comme le président de la République l'avait annoncé à Davos, la suppression de l'allocation spécifique de solidarité, la généralisation des quinze heures de travail pour continuer à bénéficier du RSA ou

Le gouvernement envoie aux salariés la facture du « *quoi qu'il en coûte* »

encore une réforme des bas salaires, l'extension de la rémunération au mérite dans la fonction publique... Ces différentes mesures risquent une nouvelle fois de porter atteinte au paritarisme et à notre modèle social, pourtant vanté et salué comme « *protecteur et envié dans le monde entier* ».

Pour défendre nos droits et nos conquêtes sociales, faire avancer nos revendications dans tous les lieux dédiés à la négociation collective, obtenir l'amélioration des droits des salariés et de leurs conditions de travail, FO sera au rendez-vous!

Plus que jamais, la priorité de FO est l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux. Dans le public comme dans le privé, pas de jachère pour les salaires!

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr